

Systeme national

«La connaissance sans cesse plus précise des inégalités ne conduit pas à les corriger ? Tout savoir et tout dire sans que rien change ? Telle devrait être la devise du moderne Guépard.» P. Rosanvallon : La société des égaux, Editions du Seuil, septembre 2011.

Des mesures à première vue importantes ont été arrêtées récemment, afin de répondre à la énième situation de crise que traverse, ces dernières décennies, le médicament en Algérie. Toutes les mesures financières ou autres qui peuvent, à un niveau ou un autre, alléger les souffrances, voire le calvaire que vivent un grand nombre de patients est et sera toujours la bienvenue, car il ne serait pas éthique de transiger en prenant la santé, ne fût-ce que celle d'un seul patient, en otage, surtout lorsque l'on est soi-même non seulement soignant mais en plus en bonne santé. Il en va bien évidemment de même pour les mesures ayant pour objectif d'améliorer la gouvernance du secteur de la santé particulièrement lorsqu'il s'agit de limiter, à défaut de l'éliminer, l'anarchie qui règne dans le monde du médicament. Anarchie qui a permis de soustraire à tout contrôle, selon les médias, une grande partie de l'argent destiné aux médicaments, sommes qui se chiffraient, d'après certaines déclarations de personnes autorisées rapportées par la presse, à des dizaines, voire des centaines de millions de dollars ces dernières années. Ces sommes très importantes par leur montant pour une économie comme la nôtre atterriraient ainsi loin de la lutte contre la maladie, précarisant encore un peu plus la prise en charge thérapeutique des malades. Coïncidence de calendrier ou conséquence heureuse des déclarations qui ont secoué ces dernières semaines le monde de la santé à propos de défaillances graves en matière de prise en charge thérapeutique de certaines pathologies dans notre pays, une somme d'environ trente millions de dollars a été injectée dans le produit pharmaceutique. Cette somme investie dans un seul secteur de la santé, à savoir le médicament, est effectivement une somme substantielle si on la compare à ce qu'est la réalité de notre économie nationale. Et peut, si elle est bien gérée, permettre dans l'immédiat, à savoir le très court terme, améliorer la situation de nombreux patients qui souffrent actuellement dans leur chair et dont les soins ne peuvent être reportés à plus tard. Quant à l'agence du médicament que nous espérons depuis 2005, beaucoup de citoyens commençaient à se poser des questions sur le pourquoi réel de «la non-application» du décret portant sa création, qui remonte, mine de rien, à 2008. Questionnement qui paraît légitime vu que normalement à un tel niveau de décision, même des lenteurs administratives auraient dû avoir des limites si elles n'étaient que d'ordre bureaucratique. Et ce serait très bien pour tous (malades, citoyens, soignants, financiers du système de santé, Etat) qu'enfin il puisse exister un organe de gestion centralisé et autonome du médicament, qui permettra entre autres de mieux cerner les responsabilités en cas de dysfonctionnement grave survenant dans la chaîne du médicament. Penser que tous les problèmes de prise en charge thérapeutique soulevés ces dernières semaines vont être solutionnés de



Photo : D. R.

manière équitable et durable pour tous les Algériens qui souffrent et souffriront dans l'avenir grâce à ces deux mesures serait, à notre sens, dommageable pour la santé de nos citoyens. Car ces deux mesures pourtant essentielles devraient être relativisées si l'on veut que le débat initié ces dernières semaines débouche sur des résultats à la hauteur de ce que les médias ont apporté comme espérance aux patients et aux citoyens en mettant dans la rue tous les chiffres catastrophiques que nous avons vu défiler et en brisant le silence coupable qui faisait que chaque malade souffrant d'une prise en charge insuffisante restait dans son petit coin, pensant être une exception au moment où tous les autres patients étaient bien soignés. Aujourd'hui, nos malades savent pertinemment qu'ils sont des centaines de milliers, toutes pathologies confondues, à connaître le même sort et que ce mal profond n'a pas commencé il y a seulement dix-huit mois. Et de plus en plus nombreux sont les citoyens qui commencent à saisir le fait que la politique pharmaceutique est, certes, un maillon essentiel de toute politique nationale de santé, mais qu'un système national de santé ne peut en aucun cas être réduit à la seule problématique du médicament. L'acte médical ne devant en aucun cas pouvoir être réduit à la seule prescription. Si ce débat public sur le système de santé devait s'arrêter suite à ces deux ou trois mesures ajoutées à la circulaire dont certains organes de presse se sont fait l'écho, cela pourrait laisser entendre que le seul problème qui mine notre système de santé est celui du médicament et que les responsabilités ayant été clairement identifiées, cela signifierait qu'il n'est plus utile de débattre de la pertinence de notre système de santé national tel qu'il fonctionne actuellement. Et que bientôt non seulement tous nos cancéreux mais aussi tous nos autres malades (parce qu'en Algérie il n'y a malheureusement pas que le cancer qui fait des malheureux, des souffrants et des morts) n'auront plus besoin d'aller se faire soigner dans les pays frontaliers, outre Méditerranée, ou lorsqu'ils ont encore plus de moyens, outre Atlantique. Ce qui n'est pas évident du tout.

De plus en plus nombreux sont ceux qui pensent surtout s'ils sont malades, parents de malades, soignants, gestionnaires de santé, voire même parfois déci-

deurs qu'une réforme en profondeur d'un système de santé vieillissant, actuellement devenu inadapté par rapport aux nouvelles réalités du pays (après avoir, ne l'oublions surtout pas, réglé d'immenses problèmes de santé publique au cours des décennies passées) est nécessaire. Un travail dans ce sens aurait pu être réalisé à sa propre initiative par une institution du pays qui avait convenu après avis d'experts à une nécessaire réforme en profondeur de notre système de santé.

Trente milliards de dinars ?

Trente milliards de dinars (soit environ trois cents millions de dollars) ont été débloqués par l'Etat pour remédier aux nombreuses pénuries de médicaments qui perdurent depuis plusieurs mois, sanctionnant les malades et perturbant l'activité dans les hôpitaux. Même si une grande partie de cette somme n'aura pas pour but de mettre de nouvelles molécules sur le marché, ce qui est attendu par tous, mais d'épurer la situation antérieure, c'est-à-dire payer des dettes (en particulier celle de la PCH qui est de 12,5 milliards de dinars soit près de la moitié de cette dotation exceptionnelle), cela facilitera par la suite, du moins nous l'espérons, l'achat des médicaments qui seront nécessaires dans le futur à la santé de nos patients sans pressions particulières de nos créanciers étrangers et de leurs représentants nationaux. Restera à trouver les financements du futur pour asseoir une politique pharmaceutique pérenne, ce qui est bien entendu un autre problème. Ces trente milliards de dinars représentent effectivement beaucoup d'argent dans le contexte économique actuel du pays, puisque cela représente environ le sixième du budget global médicament annuel de l'Algérie. Mais que représentent en fait 300 millions de dollars en matière de dépense de santé en Algérie, surtout en cette période où beaucoup d'argent est déversé dans d'autres secteurs que la santé ? Actuellement, comme le rappelait encore récemment une personne autorisée, notre dépense de santé nationale représente 8% de notre PIB pour une dépense de santé annuelle per capita de 200 dollars. Le chiffre circulant sur le montant de la dépense nationale annuelle per capita destinée au médicament serait, elle, de

**D' Ameer Soltane,
chirurgien thoracique**

quarante-cinq dollars.

Ces sommes qui peuvent paraître dérisoires pour certains observateurs ou analystes qui travaillent sur les politiques de santé et les budgets nationaux de santé représentent en fait un pactole de plusieurs milliards de dollars par an pour les fournisseurs d'un pays comme l'Algérie dont les recettes en devises fortes ne proviennent pour l'essentiel que de l'exportation de nos hydrocarbures. Ce qui n'est pas rien en ces temps de crise économique mondiale.

Ces chiffres nous classent pourtant très loin des pays économiquement avancés qui dépensent, eux, pour la santé de chacun de leur citoyen entre 2 500 et 4 500 dollars par an dont 400 à 500 dollars consacrés au seul médicament. Ainsi, la seule somme allouée par habitant aux dépenses consacrées aux médicaments dans ces pays représente environ deux fois plus que ce que nous dépensons pour l'ensemble de notre santé. Alors que notre dépense per capita consacrée au médicament est de l'ordre de 45 dollars, soit près de dix fois moins que ce qui se fait dans les pays industrialisés.

Si l'on estime très approximativement, pour faire simple, notre population à 30 millions d'habitants et le taux de change à 100 dinars/un dollar, cette injection en apparence massive de dinars va se traduire par une augmentation de la dépense consacrée au médicament par habitant et par an de l'ordre de 10 dollars. Notre dépense annuelle de santé par habitant passant d'environ de 200 à environ 210 dollars et celle consacrée annuellement au médicament par habitant passant, elle, d'environ 45 à environ 55 dollars. Sommes qu'il faut bien entendu encore et toujours comparer aux chiffres des pays économiquement avancés. Ainsi, si la somme de 30 milliards de dinars injectée dans le domaine du médicament est la bienvenue pour ce qu'elle va soulager comme souffrances dans l'immédiat chez nos patients, son importance doit être relativisée lorsque l'on parle financement d'un système de santé. Car si l'on se situe dans le cadre de stratégies de santé destinées à durer dans le temps, ces trente milliards de dinars ne représentent pas plus alors qu'une goutte d'eau dans l'océan des besoins en financement d'un système national de santé performant, et cela même si aux yeux de certains gestionnaires nationaux qui manipulent et dépensent cet argent, cette somme, du moins d'après ce qu'ils en disent, peut sembler gigantesque.

Pour suivre certaines visions économes en matière de santé, spéculant entre autres sur un matelas de devises estimé à plus de 150 milliards de dollars qui sommeillerait, selon eux, inutilement outre-Atlantique, nous pourrions augmenter aujourd'hui facilement la dépense nationale de santé et la porter à 20% du produit intérieur brut (taux qui d'ailleurs nous a valu les foudres du Fonds monétaire international au début des années 90 alors et ce, bien qu'à l'époque notre PIB était bien plus faible que ce qu'il est maintenant). Mais même si l'on optait pour cette solution, une telle augmentation du ratio DNS/PIB nous mènerait à une dépense de santé de l'ordre de cinq cents dollars de dépense de santé per capita et par an.